

«Initiatives pour l'Europe»

Discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne le 26 septembre 2017

Par Antoine Meillier-Sacco & Alexandre Almerge

“Vivre en bonne société, collégalement, moralement et studieusement” a dit Robert de Sorbon. Une chose est certaine, c'est que la Section Internationale Anglophone de Fontainebleau est un véritable "melting-pot" (pour utiliser une expression bien à eux). En plus du nombre conséquent d'étudiants anglais américains, on trouve quelques Italiens, Russes, Néerlandais, Belges, mais aussi beaucoup de Français ayant vécu à l'étranger, en Chine notamment. C'est sûrement cette diversité riche contenue dans de si petites entités (on ne compte que 120 "anglos" parmi les presque 1.200 élèves du Lycée International François 1er) que le Président Macron a voulu voir un jour où l'Europe est en crise. Comme pour rappeler à tout le continent que l'Union est plus que des sommets de dirigeants: qu'elle est une idée portée par les Jeunes d'aujourd'hui. Ainsi furent conviées des Sections Internationales Anglophones, Hispanophones et Germanophones de toute la France à la Sorbonne.

Avant l'entrée dans les prestigieux bâtiments, ils sont accueillis par des militants France Insoumise, siégeant, banderoles et tracts à la main, devant l'entrée principale. Afin d'éviter un blocage complet de la place de la Sorbonne, il est convenu que les invités du Président attendrait sur le Boulevard Saint-Michel, où les journalistes désireux d'avoir des avis neufs interrogent les lycéens. Mais ils ne sont pas les seuls: beaucoup de passants ne semblent pas savoir vraiment ce qui se passe. Une fois le contrôle rigoureux des invitations et des cartes d'identité effectué, l'entrée se fait par la chancellerie où les forces de l'ordre ont barricadé la rue, afin de contenir des manifestants moins pacifiques que ceux croisés plus tôt. Les lycéens ne sont pas les seuls à assister à l'allocution: devant les étudiants français et européens des universités parisiennes, on reconnaît quelques visages connus, le Premier Ministre Edouard Philippe, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, ou encore l'euro-député Daniel Cohn-Bendit, ce dernier devant se sentir comme un poisson dans l'eau.

Enfin, il arrive. Il est 15h30 et les journalistes de toute l'Europe sont au rendez-vous, dans l'Amphithéâtre comme sur les plateaux TV. Malgré un ton d'apparence tranquille, son propos alternant entre élans et allégories unionistes(malgré sa phrase “Ce que je vous propose, ce n'est pas le fédéralisme) et exemples concret, structurés autour de 4 axes devant faire avancer l'Union Européenne.

Le Président débute son discours en abordant un thème plus que jamais d'actualité et crucial en ce qui concerne l'avenir de l'Union Européenne: celui de la sécurité et de la défense. En s'adressant non seulement aux Français, mais aussi aux Européens, il déclare, consis et déterminé qu'il souhaite faire un pas de plus vers la construction de l'Europe de la défense et déclare, à ce sujet:

“Je propose à nos partenaires d'accueillir dans nos armées nationales, et j'ouvre cette initiative à l'armée française, des militaires venant de tous les pays européens volontaire pour participer le plus en amont possible à nos travaux de renseignement, de planification et de soutien aux opérations”. D'ici 2020, le chef de l'État souhaite mettre en place au plus vite le Fonds européen de défense, la coopération structurée permanente et les compléter par une “initiative européenne d'intervention” pour intégrer les forces armées européennes. En attendant, il a promis de montrer l'exemple en intégrant des militaires européens au sein des armées françaises. Emmanuel Macron propose également la création d'une “académie européenne du renseignement” afin d'assurer le rapprochement des capacités de renseignement ainsi que d'une "force commune de protection civile" notamment pour aider en cas de catastrophes naturelles notamment les séismes et incendies, d'une agence européenne pour l'innovation, d'une police européenne des frontières et d'un “parquet européen de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme”.

Emmanuel Macron a démontré, en abordant le thème de la fiscalité, durant son allocution, sa volonté de voir créé un budget, qui permette de financer des investissements communs avec des impôts liés à ce budget, de la zone euro, piloté par un ministre des Finances tout en étant contrôlé par un Parlement. Les ressources de ce budget pourraient venir de la taxation du secteur du numérique, de taxes environnementales et d'un impôt sur les sociétés une fois que l'harmonisation sera réalisée: il souhaite fixer pour 2020 une fourchette de taux, engageant les États membres afin de conditionner l'accès au fonds européen de cohésion. Il souhaite éviter que les fonds structurels payés par l'Union ne servent à favoriser le dumping entre pays et encadrer la concurrence par les niveaux de cotisations sociales. Il également évoqué à plusieurs reprise la création d'instances pour encourager le financement en commun des nouveaux secteurs en vogue de l'économie comme l'intelligence artificielle, par exemple, et affirme que des discussions ont déjà eu lieu avec de ses homologues européens, notamment avec le Président du Conseil Italien Paolo Gentiloni. Il souhaite également assurer la convergence sociale et fiscale des pays de l'UE en fixant des critères rapprochant progressivement les modèles sociaux et fiscaux “il faut unifier, pas uniformiser”. Le respect

de ces critères conditionnerait l'accès aux fonds de solidarité européens. Sur le travail détaché, Emmanuel Macron assume le concept d'une Europe à plusieurs vitesses et propose de faire payer les cotisations sociales dans le pays où le travail est effectué mais en redistribuant les sommes payées dans le pays d'origine. Les ambitions du président de la République sont fortes, les obstacles qui se dressent devant lui le sont tout autant. Les réticences des peuples européens à débiter un nouveau chapitre sur la construction européenne, divisions européennes sur la crise des migrants, méfiance de certains pays de l'Est, hostilité de l'Allemagne à toute intégration financière... Emmanuel Macron a déclaré que rien n'était joué tout en citant "l'audace" face aux risques que font peser "la glaciation" et "l'illusion du repli". Il présentera ses idées aux dirigeants européens fin octobre lors d'un sommet à Bruxelles. Son projet de refondation passera par une "impulsion franco-allemande", dont le but est "d'intégrer totalement", d'ici 2024, les marchés de ces deux pays en appliquant des règles communes aux entreprises, "du droit des affaires au droit des faillites". Le chef de l'Etat a pris soin de ménager sa partenaire allemande Angela Merkel, déjà fragilisée par une percée du parti Alternative für Deutschland (parti d'extrême droite allemand) aux élections législatives de septembre. De l'accueil qu'elle réservera à ces propositions dépend en effet une grande part des ambitions européennes du président.

Concernant le domaine de l'éducation, le chef de l'État a annoncé son ambition d'élargir le programme Erasmus de manière à ce que chaque jeune Européen passe au moins six mois dans un autre pays européen d'ici 2024 et que chaque étudiant parle au moins deux langues européennes, et ce, dès le collège. Par ailleurs, il souhaite créer une vingtaine d'universités européennes qui délivreraient des diplômes à l'échelle de l'Union, reconnus dans tous les pays membres ainsi que des réseaux d'universités qui permettraient d'étudier à l'étranger et de suivre des cours dans deux langues au moins afin d'enrichir le parcours scolaire de chaque étudiant. Enfin, il propose d'élargir le système aux lycées en installant "un processus d'harmonisation ou de reconnaissance des diplômes permettant les échanges dans tout le système secondaire européen".

Au sujet des institutions, le président de la République Française déclare vouloir organiser des "conventions démocratiques" sur six mois à travers toute l'Europe. Il s'agirait de débats nationaux et locaux sur la base de questions communes dans toute l'Union Européenne organisés en 2018 dans tous les pays européens volontaires pour définir la feuille de route de demain. Renforcer le Parlement européen par des listes transnationales, pour les européennes de 2019, en utilisant le quota des 73 députés britanniques parlementaires

sortants est également un de ses projets qu'il a dévoilé durant son allocution. Cinq ans plus tard, les listes transnationales devront correspondre à la moitié des sièges. Il propose d'établir une transition de 27 à 15 commissaires européens, que certains pays dont la France, abandonnent le leur en exemple, et réitère le besoin d'un "Ministre des Finances" européen.

On peut aussi remarquer une allusion quasi-continue au Royaume-Uni entre exemples bienveillants et piques habiles contre le Brexit, et si on écoute attentivement Emmanuel Macron, semble marquer une nouvelle page de l'Histoire européenne. Cependant, il a clairement explicité le fait, que si la Grande-Bretagne souhaitait réintégrer l'Union, elle trouverait la place qu'elle y mérite. À savoir si ce retour est compatible avec le moteur franco-allemand, ce qui n'était pas l'avis d'Edgard Pisani, ministre de l'agriculture sous Michel Debré et Georges Pompidou, qui qualifiait le Royaume-Uni de deuxième coq à Bruxelles. Surtout que depuis 1963, la basse-cour de l'Europe s'est élargie.

L'allocution s'achève sur des questions d'étudiants et journalistes de tout le continent, donnant un peu plus raison au discours faussement non-fédéraliste que le Président vient de tenir. Une ovation et une opportunité de selfies pour les jeunes s'imposent avant de voir son épouse apparaître, comme après chaque allocution majeure. Et quand on lui demande si tout ce projet n'est pas qu'une simple ambition de devenir le premier leader européen, comme il l'est souvent décrit sur Internet, il cite sa campagne présidentielle, se transformant avec un lapsus en "campagne européenne", faute sur laquelle Daniel Cohn-Bendit rebondit immédiatement (comme à chaque phrase pro-européenne du Chef de l'État), l'aidant à se reprendre. Certains pouvaient encore contester de la détermination de Macron pour unifier l'Europe, mais avec la phrase "Je n'ai pas de ligne rouge, je n'ai que des horizons" il semblerait que le doute ne soit plus permis.